

Annexe à l'arrêté royal du 12 octobre 2023 fixant l'entrée en vigueur de l'article 61 de la loi du 22 novembre 2022 portant modification de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, introduisant un conseil de discipline pour les notaires et les huissiers de justice dans le code judiciaire et des dispositions diverses et portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'auditorat auprès de la Chambre nationale des notaires établi par la Chambre nationale des notaires

Règlement d'ordre intérieur de l'auditorat auprès de la Chambre nationale des notaires

*Adopté par l'assemblée générale
de la Chambre nationale des notaires le 22 juin 2023*

Introduction

Le présent règlement est établi sur base de l'article 97^{quater}, § 4 de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat.

Titre I^{er}. Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent règlement on entend par :

1° la loi : la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, modifié en dernier lieu le 22 novembre 2022;

2° l'auditorat : l'organe institué par la loi, composé d'une section néerlandophone et d'une section francophone, de trois membres chacune, tel que prévu à l'article 97^{quater}, § 1^{er} de la loi;

3° auditeur : membre de la section néerlandophone ou francophone de l'auditorat;

4° plainte : une accusation valablement portée auprès de l'autorité compétente contre un notaire, un candidat-notaire ou un notaire honoraire pour des faits portant atteinte à la dignité du notariat ou constituant un manquement aux devoirs de notaire, de candidat-notaire ou de notaire honoraire;

5° la Chambre nationale : la Chambre nationale des notaires, visée à la section III du titre III de la loi;

6° l'assemblée générale : l'assemblée générale de la Chambre nationale, visée à l'article 92, § 1, 1° de la loi;

7° le comité de direction : le comité de direction de la Chambre nationale, visé à l'article 92, § 1, 2° de la loi;

8° l'outil numérique : le système de gestion des dossiers et plateforme de communication numériques de l'auditorat mis à disposition par la Chambre nationale.

Titre II. Tâches

Art. 2. L'auditorat exerce ses compétences et ses tâches en toute indépendance et impartialité.

Titre III. Composition

Généralités

Art. 3. Le comité de direction et l'assemblée générale veillent à la continuité de la composition de l'auditorat.

Lors de la composition de l'auditorat, il est tenu compte dans toute la mesure du possible d'une répartition territoriale optimale.

Art. 4. Chaque section est composée de trois membres effectifs. Trois auditeurs de réserve sont également élus pour chaque section.

Un auditeur de réserve poursuit le mandat d'un auditeur qui ne peut pas terminer son mandat, comme prévu à l'article 13. L'auditeur de réserve est appelé dans l'ordre de classement, en fonction du nombre de voix.

Candidature

Art. 5. Le comité de direction publie un appel à candidats sur l'intranet du notariat (eNotariat) et le porte à la connaissance des chambres des notaires qui, à leur tour, le transmettent aux membres et notaires honoraires éligibles de leur compagnie.

Art. 6. Les candidats doivent soumettre leur candidature par écrit au comité de direction dans un délai d'un mois à compter de la publication sur l'eNotariat.

Pour être recevable, la candidature doit contenir les éléments suivants :

— l'indication du mandat (effectif ou de réserve) pour lequel on pose sa candidature ;

— un extrait du casier judiciaire délivré après la publication de l'appel aux candidats ;

Bijlage bij het koninklijk besluit van 12 oktober 2023 tot vaststelling van de inwerkingtreding van artikel 61 van de wet van 22 november 2022 tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, tot invoering van een tuchtraad voor de notarissen en de gerechtsdeurwaarders in het Gerechtelijk Wetboek en diverse bepalingen en houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het auditoraat bij de Nationale Kamer van notarissen vastgesteld door de Nationale Kamer van notarissen

Huishoudelijk reglement van het auditoraat bij de Nationale Kamer van notarissen

*Aangenomen door de algemene vergadering
van de Nationale Kamer van notarissen op 22 juni 2023*

Inleiding

Dit reglement is opgesteld op grond van artikel 97^{quater}, § 4 van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt.

Titel I. Definities

Artikel 1. In dit reglement wordt verstaan onder:

1° de wet: de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, laatstelijk gewijzigd op 22 november 2022;

2° het auditoraat: het bij de wet opgerichte orgaan, bestaande uit een Nederlandstalige afdeling en een Franstalige afdeling, met telkens drie leden, zoals bepaald in artikel 97^{quater}, § 1 van de wet;

3° auditeur: lid van de Nederlandstalige of Franstalige afdeling van het auditoraat;

4° klacht: een bij de bevoegde instantie tegen een notaris, kandidaat-notaris of erenotaris op geldige wijze ingediende tenlastelegging in verband met handelingen die afbreuk doen aan de waardigheid van het notariaat of een verzuim inhouden aan de plichten van notaris, kandidaat-notaris of erenotaris;

5° de Nationale Kamer: de Nationale Kamer van notarissen, zoals bedoeld in afdeling III van titel III van de wet;

6° de algemene vergadering: de algemene vergadering van de Nationale Kamer, zoals bedoeld in artikel 92, § 1, 1° van de wet;

7° het directiecomité: het directiecomité van de Nationale Kamer, zoals bedoeld in artikel 92, § 1, 2° van de wet;

8° de digitale tool: het digitaal dossierbeheersysteem en communicatieplatform van het auditoraat dat ter beschikking wordt gesteld door de Nationale Kamer.

Titel II. Taken

Art. 2. Het auditoraat oefent zijn bevoegdheden en taken uit in alle onafhankelijkheid en onpartijdigheid.

Titel III. Samenstelling

Algemeen

Art. 3. Het directiecomité en de algemene vergadering waken over de continuïteit van de samenstelling van het auditoraat.

Bij de samenstelling van het auditoraat wordt rekening gehouden met een zo goed mogelijke territoriale spreiding.

Art. 4. Elke afdeling bestaat uit drie effectieve leden. Voor elke afdeling worden eveneens drie reserve-auditeurs verkozen.

Een reserve-auditeur zet het mandaat verder van een auditeur die zijn mandaat niet kan voleindigen, zoals voorzien in artikel 13. De reserve-auditeur wordt opgeroepen in volgorde van rangschikking, op basis van het aantal stemmen.

Kandidaatstelling

Art. 5. Het directiecomité publiceert een oproep tot de kandidaten op het intranet van het notariaat (eNotariaat) en brengt dit ter kennis van de kamers van notarissen die dit op hun beurt overmaken aan de verkiesbare leden en erenotarissen van hun genootschap.

Art. 6. De kandidaten dienen hun kandidaatstelling binnen de maand na de publicatie op het eNotariaat schriftelijk in bij het directiecomité.

Om ontvankelijk te zijn, bevat een kandidaatstelling het volgende:

— vermelding van het mandaat (effectief of reserve) waarvoor men zich kandidaat stelt;

— een uittreksel uit het strafregister uitgereikt na de publicatie van de oproep tot de kandidaten;

— une attestation de la chambre des notaires dont il ressort que le candidat n'a encouru aucune condamnation disciplinaire au cours des cinq dernières années précédant la candidature ;

— curriculum vitae;

— une déclaration sur l'honneur selon laquelle le candidat n'exerce aucune fonction incompatible avec le mandat au moment de la déclaration de la candidature, comme prévu à l'article 97^{quater}, § 1^{er}, alinéa 4 de la loi.

Art. 7. Le comité de direction peut recueillir l'avis de la chambre des notaires de la compagnie à laquelle appartient le candidat, en vue d'une éventuelle présentation.

Election

Art. 8. Le comité de direction présente les candidats par ordre alphabétique à l'assemblée générale au plus tard 15 jours avant la réunion au cours de laquelle ils doivent être élus.

Art. 9. Les auditeurs effectifs et de réserve des sections néerlandophone et francophone sont élus respectivement par les membres de l'assemblée générale du rôle linguistique français ou néerlandais.

Art. 10. Pour chaque tour de scrutin, le bulletin de vote contient les noms des candidats proposés. Ils sont présentés par ordre alphabétique. Pour voter valablement, l'électeur doit, à chaque tour de scrutin, émettre autant de suffrages qu'il y a de mandats à attribuer.

Sont élus les candidats qui obtiennent la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour. Si le nombre de candidats ayant obtenu cette majorité est supérieur au nombre de mandats à pourvoir, les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus.

Si tous les mandats ne sont pas attribués au premier tour, ou en cas de partage des voix, il est procédé à un second tour pour les mandats restants selon les mêmes règles.

Si, après le deuxième tour de scrutin, tous les mandats n'ont pas encore été attribués, il est procédé à un troisième tour de scrutin. Sont élus, lors de ce troisième tour, les candidats qui ont obtenu le plus de voix et, en cas de partage des voix, le candidat le plus âgé.

Durée du mandat

Art. 11. L'assemblée générale fixe la date à laquelle le mandat d'auditeur prend cours.

Art. 12. Le mandat d'auditeur est de trois ans et est renouvelable une fois consécutivement. Un ancien auditeur peut à nouveau être élu s'il n'a plus exercé ce mandat depuis plus d'un an.

Art. 13. Sous réserve du mode de cessation prévu par la loi, le mandat d'auditeur prend fin par le dépôt de sa démission en tant qu'auditeur, pour cause de décès ou à la suite d'une période ininterrompue d'incapacité d'au moins trois mois.

Le mandat prend fin lorsqu'un auditeur est révoqué pour faute grave, qu'il est suspendu ou qu'une condamnation disciplinaire est prononcée à son encontre.

L'assemblée générale relève l'auditeur de son mandat s'il existe des motifs graves qui rendent impossible l'exercice de son mandat. Le vote a lieu au scrutin secret.

Art. 14. En cas de remplacement en cours de mandat, le mandat de l'auditeur qui est remplacé est achevé.

Dans ce cas, le comité de direction convoque l'auditeur de réserve en précisant la date de début de son mandat.

Art. 15. En l'absence d'auditeurs de réserve, le comité de direction procède conformément à l'article 5.

L'élection du nouvel auditeur a lieu lors de l'assemblée générale suivante ou lors d'une assemblée générale extraordinaire.

Titre IV. Fonctionnement

Organisation

Art. 16. Chaque section désigne un auditeur principal qui est responsable de la direction de la section et de la coopération pratique avec le secrétariat et l'autre section.

Art. 17. L'auditorat se réunit en collège, les deux sections réunies, et est présidé par l'auditeur principal présent le plus âgé.

L'auditorat discute de tous les dossiers conjointement.

Chaque section statue séparément sur les affaires disciplinaires et les plaintes ayant donné lieu à une affaire disciplinaire et relevant de sa compétence. Celles-ci font l'objet d'un rapport distinct, signé par

— een attest van de kamer van notarissen waaruit blijkt dat de kandidaat geen tuchtrechtelijke veroordelingen heeft opgelopen tijdens de laatste vijf jaar voorafgaand aan de kandidaatstelling;

— curriculum vitae;

— een verklaring op eer dat de kandidaat geen met het mandaat onverenigbare functie bekleedt op het moment van de kandidaatstelling, zoals voorzien in artikel 97^{quater}, § 1, vierde lid van de wet.

Art. 7. Het directiecomité kan advies inwinnen bij de kamer van notarissen van het genootschap waartoe de kandidaat behoort, met het oog op de mogelijke voordracht.

Verkiezing

Art. 8. Het directiecomité draagt de kandidaten in alfabetische volgorde voor aan de algemene vergadering, uiterlijk 15 dagen voor de vergadering waarin ze verkozen worden.

Art. 9. De effectieve en reserve-auditeurs van de Nederlandstalige en Franstalige afdeling worden respectievelijk verkozen door de leden van de algemene vergadering van de Nederlandse of de Franse taalrol.

Art. 10. Voor elke stemronde bevat het stembiljet de namen van de voorgestelde kandidaten. Ze worden in alfabetische volgorde voorgesteld. Om geldig te stemmen, brengt de kiezer bij elke stembeurt evenveel stemmen uit als er mandaten te begeben zijn.

Verkozen zijn de kandidaten die in de eerste stemronde de volstrekte meerderheid van de uitgebrachte stemmen behalen. Wanneer er meer kandidaten deze meerderheid behalen dan er mandaten te begeben zijn, zijn de kandidaten met de meeste stemmen verkozen.

Indien bij een eerste stemronde niet alle mandaten toegewezen zijn, of bij staking van stemmen, wordt voor de overblijvende mandaten een tweede stemronde gehouden volgens dezelfde regels.

Indien na de tweede stemronde nog niet alle mandaten werden toegewezen, wordt een derde stemronde gehouden. Bij deze derde stemronde zijn de kandidaten die de meeste stemmen behalen verkozen en bij staking van stemmen wordt de oudste verkozen.

Duur van het mandaat

Art. 11. De algemene vergadering bepaalt de datum waarop het mandaat van auditeur een aanvang neemt.

Art. 12. Het mandaat van auditeur duurt drie jaar en is éénmaal aansluitend verlengbaar. Een gewezen auditeur kan opnieuw verkozen worden indien hij meer dan één jaar het mandaat niet heeft uitgeoefend.

Art. 13. Behoudens de wettelijke wijze van beëindiging eindigt het mandaat van auditeur door het indienen van zijn ontslag als auditeur, zijn overlijden of bij een ononderbroken ongeschiktheidsperiode van minstens drie maanden.

Het mandaat eindigt als een auditeur oneervol ontslagen wordt uit het ambt, wordt geschorst of wanneer er tegen hem een tuchtrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken.

De algemene vergadering ontheft de auditeur uit zijn mandaat indien er zwaarwichtige redenen bestaan die de uitoefening van zijn mandaat onmogelijk maken. De stemming is geheim.

Art. 14. Bij een vervanging tijdens het mandaat, wordt het mandaat van de auditeur die wordt vervangen, voleindigd.

In dit geval roept het directiecomité de reserve-auditeur op met vermelding van de datum waarop zijn mandaat een aanvang neemt.

Art. 15. Bij gebrek aan reserve-auditeurs handelt het directiecomité overeenkomstig artikel 5.

De verkiezing van de nieuwe auditeur gebeurt op de eerstvolgende algemene vergadering of op een buitengewone algemene vergadering.

Titel IV. Werking

Organisatie

Art. 16. Elke afdeling duidt een hoofdauditeur aan die instaat voor de leiding van de afdeling en de praktische samenwerking met het secretariaat en de andere afdeling.

Art. 17. Het auditoraat vergadert als college, beide afdelingen samen, en wordt voorgezeten door de oudst aanwezige hoofdauditeur.

Het auditoraat bespreekt alle dossiers gezamenlijk.

Elke afdeling beslist afzonderlijk over de tuchtzaken en klachten die aanleiding hebben gegeven tot een tuchtzaak en die tot haar bevoegdheid behoren. Hiervan wordt een afzonderlijk verslag opgemaakt, dat

l'auditeur principal de la section concernée. Si seuls deux auditeurs sont présents ou dans le cas prévu à l'article 23, le plus âgé a voix prépondérante.

Pour les autres sujets, les auditeurs statuent conjointement et un rapport conjoint est établi et signé par les deux auditeurs principaux.

Art. 18. Les réunions de l'auditorat peuvent se tenir physiquement ou numériquement sur décision des auditeurs principaux.

Les réunions physiques se déroulent dans des locaux mis à disposition par la Chambre nationale.

Art. 19. L'auditorat se réunit régulièrement afin de respecter les délais légaux, et au moins une fois par mois.

Art. 20. Les auditeurs principaux des deux sections établissent avec le secrétariat l'ordre du jour de chaque réunion et le rapport. Ce rapport est approuvé lors de la réunion suivante.

Art. 21. Les réunions de l'auditorat sont privées et ne sont pas accessibles au public. Les débats sont strictement confidentiels.

Attribution des dossiers

Art. 22. L'auditeur principal désigne un auditeur responsable pour chaque dossier dans les affaires disciplinaires. Lors de cette désignation, il est tenu compte d'éventuelles incompatibilités sur le plan professionnel, territorial ou humain.

Art. 23. Un auditeur ne peut être désigné pour un dossier dans lequel il a un intérêt ou dans lequel il est concerné, directement ou indirectement, personnellement ou en application du droit des sociétés.

Un auditeur ne peut être désigné pour un dossier dans lequel il existe un quelconque élément susceptible de mettre en cause son impartialité.

Dans ces cas, l'auditeur en informe sans délai les autres auditeurs de sa section. L'auditeur en question soit n'est pas désigné soit est remplacé.

Art. 24. L'auditeur établit un rapport et un avis pour chaque dossier qui lui est confié.

Art. 25. Si l'auditorat décide d'engager des poursuites devant le conseil de discipline, chaque auditeur agit pour les dossiers qui lui sont confiés. Il peut être remplacé par un autre auditeur de la section compétente en vertu du principe de l'unité de l'autorité chargée des poursuites.

Rapport annuel

Art. 26. L'auditorat soumet chaque année au comité de direction un rapport sur le fonctionnement pratique et administratif, le volume de travail et les expériences, sans mentionner des dossiers ou noms spécifiques. Ce rapport est transmis au plus tard le 30 avril pour l'année précédente.

Titre V. Secrétariat

Art. 27. Le secrétariat est assuré par des collaborateurs désignés par le comité de direction, en tenant compte des qualifications requises et d'un nombre suffisant de collaborateurs, pour le bon fonctionnement de l'auditorat.

Art. 28. Le secrétariat est chargé du soutien administratif au sens le plus large, dans le cadre du fonctionnement de l'auditorat.

Art. 29. Le secrétariat conserve dans l'outil numérique, entre autres, les éléments suivants :

- les dossiers reçus (en cours, classés et traités) ;
- les règlements amiables des chambres des notaires et de l'auditorat ;
- les mesures préventives adoptées ;
- les jugements et arrêts disciplinaires ;
- les archives.

Art. 30. La communication entre le secrétariat et l'auditorat, ainsi qu'en provenance et avec les chambres des notaires, se fait par le biais de l'outil numérique.

door de hoofdauditeur van de betrokken afdeling wordt getekend. Indien slechts twee auditeurs aanwezig zijn of in het geval zoals voorzien in artikel 23, heeft de oudste de doorslaggevende stem.

Voor de andere onderwerpen beslist het auditoraat gezamenlijk en wordt een gezamenlijk verslag opgemaakt dat door beide hoofdauditeurs wordt getekend.

Art. 18. De vergaderingen van het auditoraat kunnen fysiek of digitaal gehouden worden, en dit op beslissing van de hoofdauditeurs.

De fysieke vergaderingen gaan door in lokalen ter beschikking gesteld door de Nationale Kamer.

Art. 19. Het auditoraat vergadert op regelmatige wijze teneinde de wettelijke termijnen te eerbiedigen, en minstens eenmaal per maand.

Art. 20. De hoofdauditeurs van beide afdelingen maken, samen met het secretariaat, de agenda op van elke vergadering en het verslag. Dit verslag wordt op de volgende vergadering goedgekeurd.

Art. 21. De vergaderingen van het auditoraat zijn besloten en niet toegankelijk voor publiek. De debatten zijn strikt vertrouwelijk.

Toebedeling van de dossiers

Art. 22. De hoofdauditeur stelt voor ieder dossier in tuchtzaken een verantwoordelijke auditeur aan. Bij het aanstellen wordt rekening gehouden met eventuele onverenigbaarheden op professioneel, territoriaal of menselijk vlak.

Art. 23. Een auditeur wordt niet aangesteld voor een dossier waarin hij rechtstreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of vennootschapsrechtelijk, een belang heeft of betrokken is.

Een auditeur wordt niet aangesteld voor een dossier waarbij ook maar enig element aanwezig is op grond waarvan zijn onpartijdigheid in vraag kan gesteld worden.

De auditeur brengt in deze gevallen de andere auditeurs van zijn afdeling hiervan onverwijld op de hoogte. Betreffende auditeur wordt ofwel niet aangesteld ofwel vervangen.

Art. 24. De auditeur maakt per toebedeeld dossier een verslag en een advies op.

Art. 25. Als het auditoraat tot vervolging voor de tuchtraad beslist, treedt elke auditeur voor de hem toebedeelde dossiers op. Hij kan worden vervangen door een andere auditeur van de bevoegde afdeling op basis van het principe van eenheid van de vervolgende instantie.

Jaarlijks verslag

Art. 26. Het auditoraat maakt jaarlijks een verslag over aan het directiecomité over de praktische en administratieve werking, het werkvolume en de ervaringen, zonder vermelding van concrete dossiers of namen. Dit verslag wordt uiterlijk op 30 april overgemaakt voor het voorgaande jaar.

Titel V. Secretariaat

Art. 27. Het secretariaat wordt waargenomen door medewerkers aangesteld door het directiecomité, met inachtneming van de juiste kwalificaties en een voldoende aantal, en dit met het oog op het goed functioneren van het auditoraat.

Art. 28. Het secretariaat staat in voor de administratieve ondersteuning in de ruimste zin, verbonden aan de werking van het auditoraat.

Art. 29. Het secretariaat houdt in de digitale tool onder meer het volgende bij:

- de ontvangen dossiers (lopende, geklasseerde en afgehandelde);
- de minnelijke schikkingen van de kamers van notarissen en het auditoraat;
- de uitgevaardigde preventieve maatregelen;
- de tuchtvonnissen en tuchtarresten;
- de archieven.

Art. 30. De communicatie tussen het secretariaat en het auditoraat en van en met de kamers van notarissen gebeurt via de digitale tool.

La communication avec des tiers et avec les autorités disciplinaires se fait sous forme papier ou numérique, ou via l'outil numérique.

Titre VI. Frais

Art. 31. Le budget annuel de l'auditorat est fixé par l'assemblée générale lors du budget.

Art. 32. Les auditeurs ont droit à une indemnité et au remboursement de leurs frais de déplacement et de leurs frais administratifs, comme déterminé par le comité de direction dans le respect du budget susmentionné. Le comité de direction peut décider d'accorder cette indemnité sur une base forfaitaire.

Art. 33. La Chambre nationale souscrit la police d'assurances nécessaire pour les auditeurs dans l'exercice de leur mandat.

Titre VII. Dispositions finales

Disposition transitoire

Art. 34. Afin d'assurer la continuité de l'auditorat, lors de la première constitution de l'auditorat, un auditeur est élu dans chaque section pour un an, un deuxième pour deux ans et un troisième pour le terme normal de trois ans. A cet effet le comité de direction détermine la durée du mandat de chaque auditeur présent.

Entrée en vigueur

Art. 35. Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal portant son approbation.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 octobre 2023 fixant l'entrée en vigueur de l'article 61 de la loi du 22 novembre 2022 portant modification de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, introduisant un conseil de discipline pour les notaires et les huissiers de justice dans le code judiciaire et des dispositions diverses et portant approbation du règlement d'ordre intérieur de l'auditorat auprès de la Chambre nationale des notaires établi par la Chambre nationale des notaires.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

De communicatie met derden en de tuchtrechtelijke instanties gebeurt op papieren of digitale wijze, of via de digitale tool.

Titel VI. De kosten

Art. 31. Het jaarlijks budget van het auditoraat wordt vastgesteld door de algemene vergadering bij de begroting.

Art. 32. De auditeurs hebben recht op een vergoeding en de terugbetaling van verplaatsings- en administratiekosten, zoals bepaald door het directiecomité binnen het voormelde budget. Het directiecomité kan beslissen deze vergoeding forfaitair toe te kennen.

Art. 33. De Nationale Kamer sluit de nodige verzekering af voor de auditeurs in het kader van de uitoefening van hun mandaat.

Titel VII. Slotbepalingen

Overgangsbepaling

Art. 34. Om de continuïteit van het auditoraat te verzekeren, wordt bij de eerste samenstelling van het auditoraat, in iedere afdeling, één auditeur voor één jaar verkozen, een tweede voor twee jaar en een derde voor de normale termijn van drie jaar. Daartoe bepaalt het directiecomité de duur van het mandaat van elke voorgedragen auditeur.

Inwerkingtreding

Art. 35. Dit reglement treedt in werking op de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het koninklijk besluit houdende de goedkeuring ervan.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons koninklijk besluit van 12 oktober 2023 tot vaststelling van de inwerkingtreding van artikel 61 van de wet van 22 november 2022 tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, tot invoering van een tuchtraad voor de notarissen en de gerechtsdeurwaarders in het Gerechtelijk Wetboek en diverse bepalingen en houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het auditoraat bij de Nationale Kamer van notarissen vastgesteld door de Nationale Kamer van notarissen.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ

[C - 2023/43406]

13 JANVIER 2014. — Arrêté royal modifiant l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités. — Traduction allemande

Le texte qui suit constitue la traduction en langue allemande de l'arrêté royal du 13 janvier 2014 modifiant l'article 8 de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (*Moniteur belge* du 5 février 2014, *err.* du 17 février 2014).

Cette traduction a été établie par le Service central de traduction allemande à Malmédy.

RIJKSINSTITUUT VOOR ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING

[C - 2023/43406]

13 JANUARI 2014. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. — Duitse vertaling

De hierna volgende tekst is de Duitse vertaling van het koninklijk besluit van 13 januari 2014 tot wijziging van artikel 8 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen (*Belgisch Staatsblad* van 5 februari 2014, *err.* van 17 februari 2014).

Deze vertaling is opgemaakt door de Centrale dienst voor Duitse vertaling in Malmédy.

LANDESINSTITUT FÜR KRANKEN- UND INVALIDENVERSICHERUNG

[C - 2023/43406]

13. JANUAR 2014 — Königlicher Erlass zur Abänderung von Artikel 8 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung — Deutsche Übersetzung

Der folgende Text ist die deutsche Übersetzung des Königlichen Erlasses vom 13. Januar 2014 zur Abänderung von Artikel 8 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 14. September 1984 zur Festlegung des Verzeichnisses der Gesundheitsleistungen für die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung.

Diese Übersetzung ist von der Zentralen Dienststelle für Deutsche Übersetzungen in Malmédy erstellt worden.